

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION EXTRAORDINAIRE 1991-1992 (*)

15 JUILLET 1992

PROJET DE LOI

**modifiant la loi sur les hôpitaux,
coordonnée le 7 août 1987**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
SANTÉ PUBLIQUE ET DE
L'ENVIRONNEMENT (1)**

**PAR
M. HANCKE**

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné le présent projet de loi au cours de sa réunion du 14 juillet 1992.

Ce projet de loi a été examiné en réunion publique de commission.

(1) Composition de la Commission :

Président : Mme Merckx-Van Goeij.

A. — Titulaires :	B. — Suppléants :
C.V.P. MM. Brouns, Demuyt, Mme Leysen, M. Marsoul, Mme Merckx-Van Goeij.	MM. Goutry, Vandendriessche, Van der Poorten, Van Eetvelt, Vanleenhove, Van Looy.
P.S. Mme Burgeon (C.), MM. Collart, Delizée, Walry.	MM. Harmegnies (Y.), Mayeur, Minet, Tomas, N.
S.P. MM. De Mol, Hancké, Swennen.	MM. Bourgois (M.), Landuyt, Lisabeth, Logist.
P.V.V. M. De Groot, Mme De Maght-Aelbrecht, M. Flammant.	MM. Berben, Demeulenaere, Deswaene, Devolder.
P.R.L. Mme Delruelle, M. Pierard.	MM. Bertouille, Kubla, Saulmont.
P.S.C. MM. Grimberghs, Hollogne.	Mme Corbisier-Hagon, MM. Poncellet, Sénéca.
Ecolo/ MM. Barbé, Dejonckheere.	M. Brisart, Mme Dua, M. Winkel.
Agalev VI. M. De Man.	MM. Caubergs, Spinnewyn.
Blok V.U. M. Caudron.	MM. Anciaux, Candries.

Voir :

- 586 - 91 / 92 (S.E.) :

— N° 1 : Projet amendé par le Sénat.

(*) Première session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

BUITENGEWONE ZITTING 1991-1992 (*)

15 JULI 1992

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet op de
ziekenhuizen, gecoördineerd op
7 augustus 1987**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID EN HET
LEEFMILIEU (1)**

**UITGEBRACHT
DOOR DE HEER HANCKE**

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp tijdens haar vergadering van 14 juli 1992 besproken.

Dit wetsontwerp werd besproken in openbare commissievergadering.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : Mevr. Merckx-Van Goeij.

A. — Vaste leden :	B. — Plaatsvervangers :
C.V.P. HH. Brouns, Demuyt, Mevr. Leysen, H. Marsoul, Mevr. Merckx-Van Goeij.	HH. Goutry, Vandendriessche, Van der Poorten, Van Eetvelt, Vanleenhove, Van Looy.
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH. Collart, Delizée, Walry.	HH. Harmegnies (Y.), Mayeur, Minet, Tomas, N.
S.P. HH. De Mol, Hancké, Swennen.	HH. Bourgois (M.), Landuyt, Lisabeth, Logist.
P.V.V. H. De Groot, Mevr. De Maght-Aelbrecht, H. Flammant.	HH. Berben, Demeulenaere, Deswaene, Devolder.
P.R.L. Mevr. Delruelle, H. Pierard.	HH. Bertouille, Kubla, Saulmont.
P.S.C. HH. Grimberghs, Hollogne.	Mme Corbisier-Hagon, HH. Poncellet, Sénéca.
Ecolo/ HH. Barbé, Dejonckheere.	H. Brisart, Mevr. Dua, H. Winkel.
Agalev VI. H. De Man.	HH. Caubergs, Spinnewyn.
Blok V.U. H. Caudron.	HH. Anciaux, Candries.

Zie :

- 586 - 91 / 92 (B.Z.) :

— N° 1 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.

(*) Eerste zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE LA MINISTRE DE L'INTEGRATION SOCIALE, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

La Ministre rappelle que le présent projet trouve son origine dans une proposition de loi déposée en 1980 à la Chambre. Cette proposition visait à permettre aux hôpitaux de céder ou de donner en gage à une institution bancaire leurs créances sur les organismes assureurs. Il s'agissait en fait d'aider les hôpitaux à faire face à des problèmes momentanés de trésorerie en leur donnant accès à certaines formes de crédit. Cette possibilité était toutefois limitée à 6 mois.

Lors de la discussion du projet au Sénat, le Gouvernement a proposé d'y apporter quelques modifications pour les raisons suivantes :

— le texte initial du projet datait de 1980 et était donc dépassé. Au lieu de déterminer dans le texte la date d'entrée en vigueur et la durée de la loi, il a été laissé au Roi la liberté d'en fixer les modalités d'application;

— entre-temps est parue la loi coordonnée le 7 août 1987 sur les hôpitaux et il s'imposait donc d'adopter le projet aux nouveaux articles de la loi coordonnée;

— enfin, plus fondamentalement, le Gouvernement a jugé préférable de supprimer la possibilité de la cession de créance qui implique le transfert du titre de propriété de la créance.

II. — DISCUSSION

Mme De Maght-Aelbrecht renvoie à la discussion du Sénat (voir rapport Sénat n° 422/2, p. 3) où il a été question du placement par les mutualités de l'argent qui revient aux hôpitaux. Elle se demande s'il ne serait pas possible de réduire par exemple à 15 jours le délai de remboursement par les mutualités afin d'éviter des problèmes de trésorerie aux hôpitaux et de réduire le nombre d'intermédiaires intervenant dans le remboursement.

M. Grimberghs demande quelle est la situation actuelle en ce qui concerne les retards de remboursement des hôpitaux par les organismes assureurs et quelles sont les mesures structurelles que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux problèmes de trésorerie rencontrés par les hôpitaux.

Il souligne que ces problèmes sont directement liés aux problèmes de trésorerie de l'INAMI. Il émet enfin une objection quant à la disposition permettant au Roi de fixer les modalités d'application de la loi et donc le délai pendant lequel elle s'exerce. Le Gouvernement a-t-il l'intention, par cette disposition, de

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN VOLKSGEZONDHEID, LEEFMILIEU EN MAATSCHAPPELIJKE INTEGRATIE

De Minister brengt in herinnering dat dit ontwerp zijn oorsprong vindt in een wetsvoorstel dat in 1980 in de Kamer werd ingediend. Dat voorstel strekte ertoe de ziekenhuizen de mogelijkheid te bieden om hun schuldvorderingen op de verzekeringsinstellingen aan een bankinstelling over te dragen of in pand te geven. Op die manier wilde men de ziekenhuizen helpen om tijdelijke thesaurieproblemen het hoofd te bieden door hen een bepaalde vorm van krediet toe te staan. Die mogelijkheid bleef evenwel beperkt tot een periode van zes maanden.

Tijdens de bespreking van het ontwerp in de Senaat heeft de regering enkele wijzigingen voorgesteld, en wel om volgende redenen :

— de oorspronkelijke tekst van het ontwerp dateerde van 1980 en was dus achterhaald. In plaats van de datum van inwerkingtreding en de looptijd van de wet in de tekst zelf op te nemen, werd aan de Koning de zorg overgelaten om de toepassing ervan te regelen;

— inmiddels verscheen de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen, waardoor het ontwerp aangepast hoorde te worden aan de nieuwe artikelen van de gecoördineerde wet;

— tot slot, en meer fundamenteel, heeft de regering het verkieslijk geacht de mogelijkheid tot schuldoverdracht, wat inhoudt dat de eigendomstitel van de vordering wordt afgestaan, weg te laten.

II. — BESPREKING

Mevrouw De Maght-Aelbrecht verwijst naar de bespreking in de Senaat (zie Senaatsverslag, Stuk n° 422/2, blz. 3), waar het feit ter sprake is gekomen dat de ziekenfondsen het geld beleggen dat aan de ziekenhuizen toekomt. Zij vraagt zich af of het niet mogelijk is de termijn voor terugbetaling door de ziekenfondsen terug te brengen tot bijvoorbeeld 14 dagen, om te voorkomen dat er zich bij de ziekenhuizen liquiditeitsproblemen voordoen, en voorts het aantal tussenpersonen dat bij de terugbetaling is betrokken, te verminderen.

De heer Grimberghs vraagt naar de stand van zaken inzake de vertragingen bij de terugbetaling van de ziekenhuizen door de verzekeringsinstellingen. Welke structurele maatregelen denkt de regering te nemen om de liquiditeitsproblemen waarmee de ziekenhuizen te kampen hebben op te lossen ?

Hij onderstreept dat die problemen direct verband houden met de thesaurieproblemen van het RIZIV. Tot slot kant hij zich tegen de bepaling dat de Koning de nadere regelen voor de toepassing van de wet kan vaststellen; de Koning zou derhalve ook de toepassingstermijn ervan kunnen bepalen. Is de Regering

réactiver la loi chaque fois que cela s'avèrera nécessaire ?

M. Vandendriessche s'inscrit en faux contre les propos de Mme De Maght-Aelbrecht en ce qui concerne le placement par les mutualités des sommes dues aux hôpitaux. Il reconnaît qu'il s'écoule deux mois et demi à trois mois avant que les mutuelles ne remboursent les factures envoyées par les hôpitaux. Ces retards sont dus au fait que les sommes sont versées trop tard par l'INAMI aux unions nationales de mutualités qui, à leur tour, les transfèrent aux fédérations.

En outre, différents organes de contrôle existent, par exemple l'inspection de l'INAMI et l'Office de contrôle des mutualités instauré par la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités (*Moniteur belge* du 28 septembre 1990). Ces contrôles rendent impossible le placement d'argent de manière irrégulière.

La Ministre répond que le présent projet ne vise aucunement la problématique du placement d'argent par les mutualités. Elle rappelle d'ailleurs que la loi citée par l'orateur précédent prévoit les contrôles nécessaires à cet égard.

Les problèmes de trésorerie rencontrés actuellement par les hôpitaux sont dus au système des douzièmes provisoires qui a dû être mis en place à la suite de la chute du Gouvernement précédent. Il s'agit donc d'un problème ponctuel.

En outre, le Gouvernement tient à limiter la durée d'application de la loi afin d'éviter des abus. Les arrêtés royaux d'exécution iront dans ce sens.

En ce qui concerne les arriérés de remboursement, la Ministre rappelle que des problèmes se sont posés jusqu'en 1980. Des mesures ont ensuite été prises par les précédents Ministres des Affaires sociales et la situation s'est améliorée. C'est ainsi que le paiement des subsides a été anticipé et que les hôpitaux ont pu percevoir un acompte de 80 % sur les arriérés.

*
* *

La Commission apporte une correction de forme au texte français du projet. A la première ligne de l'article unique, il convient de lire « L'article 106 » au lieu de « L'article 196 ».

III. — VOTE

L'article unique du présent projet est adopté par 13 voix et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

L. HANCKE

Le Président,

T. MERCKX-VAN GOEY

voornemens door middel van die bepaling de wet, telkens dat nodig blijkt, opnieuw van toepassing te brengen ?

De heer Vandendriessche vecht de juistheid aan van de beweringen van mevrouw De Maght-Aelbrecht als zouden de ziekenfondsen de bedragen beleggen die zij aan de ziekenhuizen verschuldigd zijn. Hij geeft toe dat er twee en een halve tot drie maanden verstrijken voor de ziekenfondsen de door de ziekenhuizen toegestuurde rekeningen betalen. De vertraging ontstaat doordat het RIZIV te laat de bedragen aan de landsbonden van de ziekenfondsen betaalt, die ze op hun beurt doorstorten aan de federaties.

Bovendien bestaan verscheidene controleorganen, zoals de controledienst van het RIZIV en de Controledienst van de ziekenfondsen, die werd ingesteld bij de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen (*Belgisch Staatsblad* van 28 september 1990). Die controles maken onregelmatige geldbeleggingen onmogelijk.

De Minister antwoordt dat het ontwerp volstrekt geen uitstaans heeft met het vraagstuk van de geldbeleggingen door de ziekenfondsen. Zij memoreert overigens dat de door de vorige spreker aangehaalde wet ter zake in de vereiste controles voorziet.

De liquiditeitsproblemen waarmee de ziekenhuizen thans te kampen hebben, worden veroorzaakt door de regeling van de voorlopige twaalfden die na de val van de vorige Regering ingesteld moest worden. Het gaat derhalve om een specifiek probleem.

Voorts heeft de Regering zich voorgenomen de toepassingsduur van de wet te beperken om misbruiken te voorkomen. De koninklijke uitvoeringsbesluiten zullen die richting uitgaan.

Met betrekking tot de achterstallige terugbetalingen brengt de Minister in herinnering dat er tot 1980 problemen zijn geweest. Daarna hebben de voorgaande Ministers van Sociale Zaken maatregelen genomen en is de toestand verbeterd. Zo is de betaling van subsidies vervroegd en hebben de ziekenhuizen een voorschot van 80 % op de achterstand gekregen.

*
* *

De commissie brengt een formele correctie aan in de Franse tekst van het ontwerp. Op de eerste regel van het enig artikel moet « L'article 196 » worden vervangen door « L'article 106 ».

III. — STEMMING

Het enig artikel van het ontwerp wordt aangenomen met 13 stemmen en 2 onthoudingen.

De Rapporteur,

L. HANCKE

De Voorzitter,

T. MERCKX-VAN GOEY

ERRATUM

Article unique

A la première ligne, il y a lieu de lire « L'article 106 » au lieu de « L'article 196 ».

ERRATUM

Enig artikel

Op de eerste regel van de Franse tekst leze men « L'article 106 » in plaats van « L'article 196 ».